

Vive la lutte des nations autochtones !



La lutte de libération des peuples autochtones est au cœur de la lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie impérialiste au Canada. Pour un parti révolutionnaire comme le PCR, comme pour tout militant ou toute militante qui souhaite mettre fin au capitalisme, c'est une question de tout premier ordre, qui devrait occuper une place centrale dans la stratégie et la pratique de la lutte de classe.

Désormais publiée par le bureau d'information politique, la revue que vous tenez entre les mains a pour objectif de faire avancer le débat sur les conditions de la révolution au Canada et dans le monde actuel, de clarifier les questions qu'elles posent, d'écarter les idées et points de vue qui retardent sur les exigences du combat révolutionnaire – bref, de **dégager la voie de la révolution canadienne**. C'est dans ce cadre que nous consacrons l'essentiel de ce numéro à *la lutte de libération des peuples autochtones*.

Le Canada a été fondé sur l'oppression, le vol et le génocide des peuples autochtones. Ce que le programme du PCR en disait il y a quelques années demeure tout aussi juste aujourd'hui, à savoir que

«le Canada, comme les autres États nés de la conquête et de la pénétration européenne en Amérique, s'est construit dans la violence, l'exploitation et l'oppression des peuples autochtones. Avant la venue des premiers Blancs au Canada, plus d'un million d'Autochtones habitaient ces contrées. L'arrivée des Français et des Anglais, avec leurs guerres et les maladies qu'ils amenèrent avec eux, a eu pour effet de décimer en grande partie les populations autochtones. Dans certains cas, c'est 80, 90, 95% de certaines communautés qui ont péri. Il aura fallu plusieurs siècles (en fait jusqu'à aujourd'hui) pour que les Autochtones puissent retrouver leur niveau démographique d'alors.»

Cette oppression a joué un rôle fondamental dans l'accumulation du capital, la formation et le développement d'une bourgeoisie impérialiste «euro-canadienne». Les nations autochtones constituent des «colonies internes» qui ont joué et jouent le même rôle pour la bourgeoisie canadienne que les pays du tiers-monde face aux pays impérialistes en général.

Ce fait politique indissociable du développement du capitalisme au Canada ne fait pas que conférer une importance primordiale à la «question autochtone» ; il induit des considérations stratégiques et des tâches spécifiques pour les révolutionnaires.

Nos réflexions sur la révolution et la guerre populaire nous ont amené à accorder toute sa place à la question autochtone. En fait, ce n'est pas qu'une simple «question» ou une «réserve de la révolution prolétarienne», comme le disait le Parti communiste ouvrier (PCO) dans les années 1970, mais une composante essentielle de la révolution au Canada, de la lutte pour détruire l'État canadien ; le mouvement pour la libération des Premières nations possède des caractéristiques et une dynamique propres, dont il est possible et nécessaire de trouver l'articulation avec la révolution prolétarienne, dans le cadre de la stratégie de la guerre populaire.

Les textes que nous présentons visent à faire progresser cette réflexion. Tout en développant une analyse des classes au sein des communautés autochtones, les articles proposés mettent entre autres en lumière le carcan juridique historique qu'a mis en place la bourgeoisie canadienne pour sciemment freiner toute émancipation des Autochtones. On y découvre par exemple que l'inique *Loi sur les Indiens* a bien sûr «reconnu» certains droits aux Autochtones, mais à la condition absolue de les voir accepter un statut de dépendance précisément inscrit dans cette même loi. Le prix de l'émancipation dans les conditions actuelles, serait donc la privation immédiate des maigres droits «nationaux» que l'État et la bourgeoisie au Canada ont «consentis» historiquement aux Autochtones et la menace de voir les maigres territoires officiels des réserves vendus aux capitalistes les plus offrants.

Rien que ces constats – une arnaque digne d'un État colonialiste – exigent une réponse révolutionnaire, c'est-à-dire qui permettra de mener la lutte autochtone contre la bourgeoisie canadienne en dehors du cadre et des lois imposés par l'État impérialiste. «Se saisir du territoire !», comme nous le revendiquons dans un autre article publié il y a déjà quelques années [\[1\]](#).

«le libérer des entraves qui résultent de la domination capitaliste et impérialiste et de l'exploitation des ressources par les grandes multinationales, et sur la base de cette révolution, ériger une nouvelle démocratie (i.e. le concept de révolution de démocratie nouvelle de Mao Zedong) qui réaliserait la souveraineté des peuples autochtones, mettrait fin à l'oppression nationale, expulserait les multinationales et tous les intérêts impérialistes et s'unirait à la lutte des travailleurs et travailleuses de partout au Canada pour le socialisme.»

Cette lutte pour le droit à l'autodétermination et l'affranchissement total des Autochtones de toute domination chauvine et coloniale, doit être appuyée à 100% et sans conditions par toutes les forces révolutionnaires au Canada.

Cette nécessité n'a pas toujours été bien comprise par la gauche canadienne – y compris la gauche révolutionnaire. Même que parfois, elle fut totalement passée sous silence.

Le vieux Parti communiste canadien, même au moment où il était révolutionnaire (ça, ça remonte à une époque où la plupart d'entre vous n'étiez sans doute pas nées !) n'a jamais fait mieux que de reconnaître un vague droit à «l'autonomie régionale», i.e. l'équivalent de «gouvernements municipaux» pour les Autochtones. De même pour ce qui est de la gauche

canadienne-anglaise, du Nouveau parti démocratique et des multiples oppositions de gauche qui se sont succédé en son sein. Le mouvement marxiste-léniniste des années 1970, né de la grande lutte anti-révionniste, n'aura somme toute que peu avancé à ce sujet. Le PCO, pour un, en est resté aux mêmes prémisses que le PC révionniste : droit à l'autonomie régionale, mais refus de reconnaître le droit à l'autodétermination. L'organisation En Lutte !, quant à elle, a fini par reconnaître le droit à l'autodétermination, sous les pressions d'un petit groupe alors basé à Toronto, l'Union bolchévique du Canada. De cette position admirable, elle n'a toutefois pas tiré les conclusions stratégiques, avant d'être liquidée sous la pression des courants petits-bourgeois et sociaux-démocrates qui ont fini par s'y imposer.

Il faut comprendre que la gauche canadienne, majoritairement (incluant les courants dominants – trotskistes ou révionnistes – au sein de la «gauche communiste»), n'a jamais totalement décroché du modèle «capitaliste d'État». Ses projets de changement social ont toujours passé par l'illusion de la prise du pouvoir *dans* l'État bourgeois et sa rénovation : pour un État central fort et le renforcement de «l'indépendance nationale du Canada» pour les sociaux-chauvins du PCC et du PCO ; pour «le rapatriement de tous les pouvoirs et l'intégrité territoriale du Québec» pour les trotskistes et les nationalistes québécois. Ces deux revers d'une même médaille ont hégémonisé et dominant encore une bonne partie du discours et de la pratique du «changement social» dans ce pays. Dans un cas comme dans l'autre, on retrouve cette idée que l'État est un instrument neutre, qu'on peut utiliser pour civiliser le capital (on retrouve d'ailleurs encore cette conception avec Québec solidaire et sa volonté illusoire de retourner au «bon vieux temps de l'État-providence»). En un sens, on peut dire que la lutte de libération des peuples autochtones est un empêcheur de tourner en rond, une «question» qui s'avère surtout un «problème» pour ceux et celles qui souhaitent le maintien de l'appareil central du pouvoir au Canada, sous une forme ou une autre (canadienne ou québécoise) ; elle ne trouve pas de place dans leur «schéma de changement», qui vise au fond à repartager la distribution des surprofits qu'engrange la bourgeoisie impérialiste canadienne (les plus ouverts d'esprit, dans cette gauche, proposeront qu'une partie de ce repartage réserve quelques miettes supplémentaire aux peuples autochtones – mais pas question de toucher à «notre État» ou «notre territoire» !)

La montée des luttes autochtones est venue nettoyer toute cette fange. La bourgeoisie canadienne n'a pas réussi à les écraser, malgré sa politique de génocide. Les Autochtones sont toujours là, désormais plus nombreuses et nombreux qu'ils et elles l'étaient après la Conquête et les massacres qui les ont décimées. Toujours aussi opprimées, certes, exclues du pouvoir et de la société dominante, sujettes à des conditions de plus en plus désastreuses mais aussi, de plus en plus fières et enclins à lutter.

Au Québec en particulier, la «crise d'Oka» en 1990 est venue frapper comme un coup de tonnerre. Le Parti québécois, la gauche syndicale, les trotskistes et les révionnistes, au mieux sont demeurés muets, au pire, se sont rangés derrière la bourgeoisie québécoise (certains ayant même appuyé et appelé à l'intervention de l'armée canadienne !).

Nous fûmes peu nombreux à l'époque à adopter une position de principe en faveur de la «victoire pour les Mohawks !» : il y eut le *Regroupement de solidarité avec les Autochtones* à l'action exemplaire, et quelques personnalités courageuses, rares électrons libres de la gauche nationaliste québécoise, tels les regrettées Pierre Vallières et Simone Monet-

Chartrand. Le groupe Action socialiste, qui devait plus tard redéployer le drapeau du maoïsme au Québec et jeter les bases à la création du PCR(co), s'était alors démarqué par sa critique du nationalisme québécois bourgeois, colonialiste et pro-impérialiste, et son soutien total aux peuples autochtones.

C'est avec fierté que nous assumons cet héritage. Comme le propose le programme du PCR, «**le prolétariat révolutionnaire doit forger une alliance solide avec les nations autochtones dans un grand mouvement de lutte contre la bourgeoisie impérialiste canadienne**». C'est bien d'une *alliance* dont il s'agit : ni soumission des uns aux autres, encore moins condescendance relevant d'un humanisme de pacotille, mais une *alliance révolutionnaire* visant à mettre fin à un système qui a engendré et commet encore les pires crimes. Notre engagement, à cet égard, est ferme et résolu, convaincues que nous sommes qu'«un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» et que la révolution, seule, nous libérera.

Le Bureau d'information politique

- [1](#). R.P. North, «Les Autochtones et le Nord : renverser la domination de l'impérialisme !», *Arsenal*, n° 3, juin 2004, p. 12. En ligne : pcr-rcp.ca/fr/arsenal/3c.

[Autodétermination pour les Premières nations !](#)



L'émergence du mouvement «Idle No More» (que l'on peut traduire en français par «Finie l'apathie !»), combinée à la grève de la faim observée par la cheffe du conseil de bande de la réserve indienne d'Attawapiskat, Mme Theresa Spence, a remis la lutte de libération des nations autochtones au premier plan de la scène politique canadienne. En soi, cela représente une excellente nouvelle en ce début d'année 2013 pour tous ceux et toutes celles qui souffrent sous le règne de la grande bourgeoisie canadienne.

Partout à travers le pays, des actions variées se sont multipliées : «flash mobs», manifestations, teach-in, blocages de routes, de ponts et de chemins de fer...

Ces actions témoignent de la forte présence des nations autochtones sur tout le territoire canadien. Elles nous rappellent de manière spectaculaire que l'État canadien a été édifié sur la base du vol des territoires occupés par les Premières nations et de la spoliation de leurs droits ancestraux.

Officiellement, le mouvement «Idle No More» a été créé au mois d'octobre, à la suite du dépôt du projet de loi C-45 («Mammoth II») par le gouvernement fédéral. Celui-ci vient notamment modifier le processus de consultation des conseils de bande mis sur pied en vertu de l'infâme *Loi sur les Indiens*, pour faciliter la vente ou la location des terres de réserves. Les initiatrices du mouvement dénoncent aussi les modifications à la *Loi sur la protection des eaux navigables* et de manière plus générale, l'affaiblissement de la réglementation fédérale en matière de protection de l'environnement et des ressources naturelles, qui auront un impact certain sur l'avenir des communautés autochtones.

À la suite du déclenchement à la mi-décembre de la grève de la faim de la cheffe du conseil de bande d'Attawapiskat – une communauté située sur la côte ouest de la Baie James dans le nord de l'Ontario – le mouvement «Idle No More» s'est répandu dans à peu près toutes les communautés autochtones du pays. Il met désormais en présence à la fois des membres à la base des diverses communautés, ainsi que les leaders reconnus et appointés par l'État canadien à la tête des conseils de bande et des grands regroupements comme l'Assemblée des premières nations. À cet égard, il est certes marqué par toutes les grandes contradictions qui caractérisent la relation entre les nations autochtones et l'État canadien.

La crise du système capitaliste mondial et l'intensification des rivalités entre les grandes puissances impérialistes forcent actuellement la grande bourgeoisie canadienne à étendre et accélérer l'exploitation du territoire qu'elle occupe et contrôle – en particulier celle des ressources naturelles, dont le Nord canadien recèle d'immenses possibilités. Les pressions se font donc de plus en plus fortes pour affaiblir, voire abolir la *Loi sur les Indiens*, en ce que celle-ci «protège» certains territoires convoités par de grandes sociétés canadiennes et/ou transnationales.

On en est donc arrivé à cette étrange situation où l'abrogation de cette loi – qui constitue pourtant le fondement juridique de la négation des droits des peuples autochtones au Canada – pourrait avoir pour résultat de les affaiblir encore plus... On voit mal, dans ce contexte, comment une simple rencontre entre le gouvernement Harper et les représentants officiels des bandes indiennes pourrait résoudre les questions fondamentales soulevées non seulement à travers la mobilisation des dernières semaines, mais depuis que le mouvement de libération nationale des peuples autochtones s'est affirmé au cours des 30 à 40 dernières années.

Pour les maoïstes, la lutte de libération des peuples autochtones est au cœur de la lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie impérialiste au Canada. Ce pays a été fondé sur l'oppression, le vol et le génocide des Premières nations. Cela a joué un rôle fondamental dans le processus d'accumulation du capital, la formation et le développement d'une bourgeoisie impérialiste «eurocanadienne». Les nations autochtones constituent en quelque sorte des «colonies internes», qui ont joué et jouent le même rôle pour la bourgeoisie canadienne que les pays du tiers-monde pour les pays impérialistes en général.

La lutte de libération des peuples autochtones est donc une composante essentielle de la révolution au Canada, qui exige la destruction de l'État canadien réactionnaire. Les prolétaires, et tous ceux et celles qui ont intérêt à se débarrasser du capitalisme, ont tout intérêt à soutenir la lutte pour le droit à l'autodétermination des Premières nations. En s'affirmant et éventuellement en triomphant, celle-ci permettra l'émergence d'une nouvelle alliance révolutionnaire de l'ensemble des oppriméEs et exploitéEs.

Et c'est bien d'une *alliance* dont il est ici question : ni soumission des uns aux autres, et encore moins condescendance relevant d'un humanisme de pacotille, mais une alliance *révolutionnaire* visant à mettre fin à un système qui a engendré et commet les pires crimes. L'engagement des communistes révolutionnaires, à cet égard, est ferme et résolu, convaincuEs que nous sommes qu'«un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» et que la révolution, seule, nous libérera !

Le Canada, prison des nations autochtones

– Extrait du programme du Parti communiste révolutionnaire

Le Canada, comme les autres États nés de la conquête et de la pénétration européenne en Amérique, s'est construit dans la violence, l'exploitation et l'oppression des peuples autochtones. Avant la venue des premiers Blancs au Canada, plus d'un million d'autochtones habitaient ces contrées. L'arrivée des Français et des Anglais, avec leurs guerres et les maladies qu'ils amenèrent avec eux, a eu pour effet de décimer en grande partie les populations autochtones. Dans certains cas, c'est 80, 90, 95 % de certaines communautés qui ont péri. Il aura fallu plusieurs siècles (en fait, jusqu'à aujourd'hui) pour que les autochtones puissent retrouver leur niveau démographique d'alors.

Encore aujourd'hui, les autochtones vivent une situation extrêmement précaire. Leurs conditions d'existence les confinent à la pauvreté et à la misère. L'espérance de vie des autochtones est de huit ans inférieure à la moyenne canadienne ; il meurt deux fois plus de nourrissons indiens que dans l'ensemble du territoire canadien ; le taux de suicide chez les jeunes y est de sept fois supérieur à l'ensemble de la population. Dans la plupart des régions, le taux de chômage des autochtones est de trois, voire quatre fois supérieur au taux moyen canadien.

Les dures conditions de vie dans les réserves, auxquelles les gouvernements ont montré qu'ils étaient incapables d'apporter quelque solution que ce soit ; le développement des luttes ainsi que leur radicalisation ; jumelés au blocage constitutionnel et au cul-de-sac des négociations entourant les droits territoriaux, aboutissent à une situation explosive.

Présentement au Canada, la montée des luttes et du mouvement revendicatif des nations autochtones constitue un fait majeur de la situation politique. Malgré les politiques d'assimilation et de génocide dont ils ont été systématiquement victimes et qui ont permis l'ascension du Canada vers les plus hauts sommets parmi les puissances capitalistes, les peuples autochtones ont toujours continué à se défendre. La résistance opiniâtre des nations autochtones, la lutte des Mohawks à l'été 1990, celles d'Ipperwash en Ontario, ou de Gustaffsen Lake en Colombie-Britannique, les différentes crises constitutionnelles canadiennes, nous rappellent à nouveau cette évidence.

Depuis une douzaine d'années en particulier, de nouveaux courants sont apparus parmi eux et se renforcent sans cesse, qui tendent à radicaliser leur mouvement de résistance et à le diriger contre la bourgeoisie et son État. Nous défendons et soutenons ces courants. **Le prolétariat révolutionnaire doit forger une alliance solide avec les nations autochtones dans un grand mouvement de lutte contre la bourgeoisie impérialiste canadienne.**

Le capitalisme est l'ennemi des Autochtones !



Les pays qui envahirent l'Amérique à partir de 1492 n'avaient pas encore atteint le mode de production capitaliste. Ils vivaient sous le mode féodal, que commençaient à éroder les rapports marchands annonçant la venue du capitalisme. La révolution bourgeoise triompha en Angleterre en 1649 et en France en 1789. Pour les États-Unis d'Amérique, ce sera en 1776. Par le pillage auquel elle a donné lieu, la Conquête va permettre l'accumulation primitive capitaliste et l'accélération du développement du mode de production capitaliste. Les Autochtones ont donc eu affaire au capitalisme dès sa gestation, passant ensuite sous sa domination, jusqu'au stade impérialiste actuel.

C'est le capitalisme en gestation qui pillera leurs richesses et leur fera subir un génocide. C'est le capitalisme dominant qui accaparera les territoires et leur interdira d'en avoir un pour eux et elles, d'y développer une économie, une culture et une vie politique propres. C'est le capitalisme impérialiste et agressif d'aujourd'hui qui nie aux nations autochtones – les *Premières nations* – leur droit à l'autodétermination et qui marchande à bas prix leurs droits ancestraux pour s'assurer de contrôler toujours plus de territoires, à son profit.

On le voit bien : le capitalisme n'a jamais fait de cadeau aux Autochtones. Et il n'est pas parti pour en faire non plus. Le capitalisme est l'ennemi des peuples autochtones.

Sous prétexte de les évangéliser et les déposséder de leurs démons, les pays colonisateurs les ont dépossédés de leurs richesses et de leurs territoires. Ils ont bénéficié de leurs connaissances et de leur culture. Les conquérants sont allés jusqu'à exterminer la grande majorité de leurs populations. Le capitalisme au stade impérialiste n'a pas plus de respect pour la souveraineté des peuples et nations qu'il n'en a pour le prolétariat, qu'il exploite jusqu'à la corde pour ses profits.

Avant 1492 en Amérique

Quand le marin génois Christophe Colomb débarque le 14 octobre 1492 sur l'île d'Hispaniola (aujourd'hui Saint-Domingue en République dominicaine) et prend possession du territoire

qu'il découvre au nom du roi d'Espagne, il ne marche pas sur un continent vierge, mais sur un territoire habité depuis au moins 40 000 ans. Au total, environ 70 millions d'Autochtones habitent les Amériques, dispersées du sud au nord avec des concentrations de 25 millions au Mexique et 25 millions aussi dans la zone andine (Pérou, Bolivie).

Les civilisations qui s'y trouvent sont très développées, entre autres celles des Incas et des Aztèques, mais pas seulement celles-là. Les Autochtones des Amériques vivent dans l'ensemble heureux, heureuses et prospères, libres et nues, au grand étonnement du colonisateur lui-même et des penseurs du temps : Franklin, Montesquieu, Rousseau. La réalité que découvre Christophe Colomb est à des lieux des images présentées dans les westerns américains, où les Autochtones sont toujours méchants, agressifs et brutaux, alors que ce sont plutôt les «bons sauvages» de Jean-Jacques Rousseau qu'on peut y trouver. La découverte des connaissances des Autochtones allait changer le monde dans bien des domaines.

Les Autochtones cultivaient la terre. Leurs techniques agricoles étaient originales et efficaces. Elles respectaient la forêt. Les plantations se faisaient à travers elle et l'on n'avait pas besoin de déboiser de grandes étendues.

Les peuples autochtones se soignaient bien et mangeaient de façon variée. Ils cultivaient des centaines de variétés de maïs, de pommes de terre, de cassaves et de cacahuètes, mais aussi des tomates, des poivrons, des fèves, des avocats... Leur connaissance des fruits était aussi importante : l'amarante, la papaye, les fruits de la passion, le manioc, l'ananas, la goyave, l'ataca. La vanille et le chocolat étaient aussi connus. De fait, les Autochtones ont fait connaître 60% des aliments cultivés aujourd'hui dans le monde. Leur connaissance des maladies dont ils et elles pouvaient souffrir habituellement et des plantes curatives pour les guérir était importante. La quinine, l'aspirine et les vertus anesthésiantes de la coca leur étaient aussi connues.

Leurs connaissances chimiques étaient plus avancées qu'en Europe. Les Autochtones connaissaient le coton, le caoutchouc, les teintures et les produits qui en dérivent, ce qui fut fort utile par la suite à l'industrie partout dans le monde. Leur métallurgie était aussi développée : fondre des métaux ainsi que l'or et l'argent n'était pas un secret et était orienté vers la décoration et l'art. Les fouilles archéologiques récentes font découvrir des trésors architecturaux aussi importants que les pyramides d'Égypte.

Les Autochtones avaient aussi des connaissances très poussées en mathématique et avaient produit un système subtil et sophistiqué dont on n'a pas encore évalué toute l'importance. Leur calendrier était original et fort songé. Leurs cultures religieuses, festives et liturgiques étaient aussi de grande qualité.

Leur vie sociale était harmonieuse et riche et a nourri la pensée des philosophes occidentaux. Les Autochtones partageaient leurs biens mais aussi les tâches, entre autres celles liées aux soins et à l'éducation des enfants. À cause de cela, ils furent très hospitaliers et généreux avec les colonisateurs et partagèrent tout avec eux. La liberté de mœurs régnait aussi. C'est pourquoi les Autochtones permettaient aux colonisateurs, à leur grande surprise d'ailleurs, d'avoir des rapports sexuels avec leurs femmes et leurs filles. La direction de cette vie sociale et les débats qu'on y menait étaient confiés aux sages et aux mères.

La richesse accumulée des nations autochtones était énorme. Des années 1500 à 1600, autour de 200 tonnes d'or (2,8 milliards de dollars) furent acheminés en Europe, de même que 16000 tonnes d'argent (3,3 milliards \$). On n'a pas calculé le nombre de fournitures et d'autres richesses naturelles qui ont aussi été acheminées en Europe, comme le coton et le caoutchouc. Ça fait un capital rondelet.

Les nations autochtones avaient développé une civilisation d'une grande valeur qui les aidait à bien vivre entre eux et avec la nature. Elles ont donné à l'Europe un bagage énorme de connaissances qui leur ont fait faire un gigantesque bond en avant, en plus de lui fournir un capital financier étonnant.

Cette civilisation, qui avait énormément de valeur, pouvait par contre difficilement rivaliser avec la civilisation européenne. De fait, chez les Autochtones, les moyens de transport et de production étaient rudimentaires et ne fonctionnaient qu'à énergie humaine. Pour se transporter, il n'y avait que la marche et le canot. Les Autochtones ne connaissaient pas la roue et n'avaient pas appris à utiliser le vent et encore moins la vapeur, ni à domestiquer les animaux. Toute la production, même pour les travaux les plus lourds, était réalisée à force de bras et d'énergie humaine, ce qui était très dur. Même s'ils savaient fondre le métal, les Autochtones ne s'étaient pas fabriqués d'armes. Ils n'en avaient pas senti le besoin. Des flèches avec au bout une pierre pointue leur avaient suffi jusque-là pour atteindre le gibier convoité.

L'invasion européenne allait changer bien des choses et détruire rapidement le mode de vie et de production efficace qu'ils s'étaient donné jusque-là. Si on essaie de placer les civilisations autochtones à travers l'évolution des modes de production, elles n'atteignent que le premier niveau, soit celui du *communisme primitif*, un mode de production qui n'était pas éternel et aurait sûrement développé ses propres contradictions.

Après la Conquête

En soi, ce n'est pas parce qu'ils sont blancs et racistes que les colonisateurs vont réussir à envahir les Amériques et à les asservir aux intérêts de leurs empires coloniaux respectifs. Ce n'est pas non plus parce qu'ils sont porteurs d'une grande civilisation et d'une mission évangélique. Ils se nourrissent mal et ne savent pas se soigner. Ils ne savent pas bien vivre et n'ont aucun raffinement. Ces colonisateurs blancs ont peu de connaissances. Sauf qu'ils savent répéter le catéchisme catholique. Ce sont des rustres et de grossiers personnages. Leur civilisation est inférieure à bien des niveaux à celle des Autochtones, dont bénéficiera largement le monde entier. Ce qui fera le succès des colonisateurs est ailleurs.

Ces colonisateurs sont pétris par un mode de production supérieur : le féodalisme. C'est là la caractéristique la plus importante, celle qui aura le plus de poids dans l'histoire. Ces colonisateurs sont, de fait, les héritiers d'une expérience collective vécue à travers une succession de modes de production. Le communisme primitif, que connaissaient les Autochtones et qui leur a permis d'être heureux et hospitaliers (ce mode de production où l'énergie humaine est la seule utilisée), est loin derrière les colonisateurs ; des centaines et centaines d'années les en séparent. Depuis se sont succédé des modes de production de plus en plus efficaces : l'esclavagisme, puis le féodalisme. Celui-ci est déjà sur sa fin, érodé par les rapports marchands ; à travers eux, le capitalisme est en gestation.

Ces colonisateurs blancs et porteurs du capitalisme en développement n'ont pas que leur énergie propre à utiliser, comme c'est le cas pour les Autochtones. Ils ont en quelque sorte dompté l'océan et savent utiliser le vent et la boussole pour s'y diriger. C'est d'ailleurs ce qui leur a permis de venir en Amérique. Ils s'apprêtent à utiliser la vapeur et bien d'autres formes d'énergie.

Ces colonisateurs ont aussi domestiqué des animaux inconnus en Amérique, qui les aident à décupler leurs forces. Ils apportent avec eux des chevaux pour mieux se transporter, des bœufs utilisés pour les travaux lourds et aussi des vaches et des chèvres pour le lait et les produits qui en dérivent, sources importantes de protéines, des moutons pour la laine, des cochons pour les graisses et la viande... On peut entrevoir à travers cela comment leur base alimentaire est différente de celle des Autochtones.

Ces colonisateurs d'un autre mode de production sont également bien armés. Ils apportent des épées, des fusils et des canons. Ils peuvent fondre d'autre armement au besoin. De fait, ils déplacent d'Europe un mode de production et de vie jusque-là inconnu en Amérique.

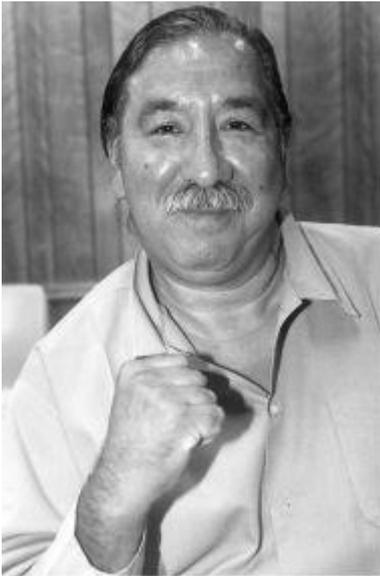
Il faut que les expéditions en Amérique rapportent vite des profits à leurs pays impériaux respectifs. Sûrs de leur force et de leur «supériorité», ces colonisateurs vont d'abord s'adonner au pillage des richesses en or et en argent qu'on peut facilement y trouver n'hésitant pas, quand cela est nécessaire, à s'allier avec des nations autochtones pour faire la guerre à d'autres afin d'atteindre leur but. Des guerres qui font beaucoup de morts et de ravages chez les Autochtones. Il est clair que face à une invasion aussi cruelle, la structure sociale autochtone, peu habituée à de telles choses, va vite s'effondrer.

Puis, les richesses à piller devenant plus rares, c'est par l'exploitation des mines d'or et d'argent qu'on va poursuivre l'enrichissement des empires coloniaux. Réduits en esclavage dans les mines et aux servitudes féodales dans les champs, les Autochtones meurent comme des mouches, ne pouvant supporter le régime de travail imposé. Certaines sont emportées par des épidémies provoquées par des maladies jusque-là inconnues en Amérique (variole, rougeole, rubéole, oreillons, choléra...) La main-d'œuvre autochtone mise en esclavage venant à manquer, c'est en vidant le continent africain de ses bras valides qu'on cherchera à la remplacer.

Voici comment Marx a résumé ces débuts immensément cruels du capitalisme : «La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore.» (*Le Capital*, Livre premier, VIII^e section, chapitre XXXI).

Un siècle et demi après la venue de Christophe Colomb, il ne restera que trois millions et demi d'Autochtones au total dans les Amériques. Après le pillage et le génocide vint l'occupation du territoire. Les colonisateurs furent de moins en moins respectueux des ententes qu'ils avaient conclues avec certaines nations, à mesure que le mode de production capitaliste devint dominant et exigea de nouveaux territoires et de nouvelles ressources à exploiter, ce qui fut pire encore quand il atteint le stade impérialiste.

Libération du prolétariat et des nations autochtones



Leonard Peltier

Les années 1960 ont amené une flambée de luttes dans le monde. En Amérique, il y a eu celles contre la guerre du Vietnam, celle des *Black Panthers* pour le «pouvoir noir», celles pour l'émancipation des Autochtones. C'est en 1968 qu'a été créée une nouvelle organisation pour l'émancipation des nations autochtones, l'*American Indian Movement*, dont plusieurs dirigeants eurent à faire de la prison. Leonard Peltier (ci-contre) s'y trouve toujours, d'ailleurs, condamné pour des crimes qu'il n'a pas commis.

Après cette flambée des luttes, on pourrait penser que les choses se sont tassées et que la libération du prolétariat et des nations autochtones est un fait acquis. Des films d'Hollywood plus récents comme celui de Kevin Costner, *Danse avec les loups* (1990), ou celui de Michel Apted, *Incident à Oglala* (1992), permettraient semble-t-il pour certains d'accréditer cette thèse, en ce qui concerne les Autochtones en tout cas. Les Autochtones y sont de fait présentées comme des victimes, plutôt que des agresseurs, comme ils et elles l'étaient dans les vieux films westerns. Pourtant, à bien y penser, l'histoire réelle n'y est pas du tout rétablie.

Tout cela témoigne plutôt du fait que la bourgeoisie impérialiste a mis le couvercle sur la marmite, qui continue à bouillir ; les luttes pour l'émancipation du prolétariat et des nations autochtones sont toujours d'actualité.

Jusqu'ici, la bourgeoisie a réussi à contenir la lutte des Autochtones dans les sphères juridiques et super-structurelles, où elle a certes marqué des points. Ainsi, on leur a reconnu certains droits territoriaux. Toutefois, les négociations et les marchandages pour leur permettre d'obtenir des résultats tangibles sont interminables. Le processus est embourbé et inefficace et n'arrive pas à donner satisfaction aux nations autochtones, comme le processus de négociation collective entre syndicats et patronat ne permet pas de libérer le prolétariat. La nécessité de la révolution pour dénouer l'impasse est évidente.

La révolution socialiste jusqu'au communisme est à l'ordre du jour pour le prolétariat, ce qui n'est pas encore le cas pour les Premières nations, à qui le capitalisme a empêché de développer un territoire, une économie, une culture et une vie politique propres. La révolution de démocratie nouvelle préconisée par les maoïstes pourrait, par analogie, permettre aux nations autochtones de se libérer et de s'autodéterminer. Il est probable que, sachant les effets pervers que le capitalisme a produits sur eux depuis des siècles, la révolution autochtone évitera les écueils du développement du capitalisme.

Paul-Aimé Briand